
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 279

Bill 279

Loi modifiant la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal

An Act to amend the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission

Première lecture

First reading

M. LEDUC

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 279

Loi modifiant la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 8 de la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98) est modifié en ajoutant après le troisième alinéa, le suivant:

« Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président du Conseil, les assemblées sont présidées par celui de ses membres que désigne le Conseil; le secrétaire du Conseil préside l'assemblée pour les fins de cette désignation. »

2. L'article 23 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne le mot « trois » par le mot « cinq ».

3. L'article 24 de ladite loi est modifié en remplaçant les deux premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:

« **24.** Le président-directeur général est nommé pour un mandat de dix ans, les deux commissaires membres du Conseil pour la durée de leur mandat comme membres du Conseil et les deux autres commissaires pour un mandat de cinq ans. Néanmoins ».

4. L'article 25 de ladite loi est modifié:

Bill 279

An Act to amend the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 8 of the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission (1971, chapter 98) is amended by adding after the third paragraph the following:

"If the chairman of the Council is absent or unable to act, the meetings shall be presided over by one of its members designated by the Council; the secretary of the Council shall preside over the meeting for the purpose of such designation."

2. Section 23 of the said act is amended by replacing the word "three" in the second line by the word "five".

3. Section 24 of the said act is amended by replacing the first two lines by the following:

"**24.** The chairman and general manager shall be appointed for a term of office of ten years, the two commissioners who are members of the Council for their term of office as members of the Council and the other two commissioners for a term of office of five years."

4. Section 25 of the said act is amended:

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet de loi prévoit qu'un membre du Conseil est désigné par celui-ci pour présider les assemblées au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président.

L'article 2 a pour objet de porter de 3 à 5 le nombre des commissaires de la Commission.

Selon l'article 3, le président-directeur général est nommé pour 10 ans, deux des commissaires le sont pour 5 ans et les deux commissaires membres du Conseil pour la durée de leur mandat à ce titre.

L'article 4 prévoit que les commissaires doivent soumettre la liste des candidats au Conseil et que le Conseil doit soumettre cette liste au lieutenant-gouverneur en conseil. Cet article prévoit en outre que le Conseil doit nommer deux de ses membres pour agir comme commissaires.

L'article 5 a pour objet de permettre à deux commissaires membres du Conseil d'occuper ces fonctions.

L'article 6 stipule que la détermination des échelles de traitement et la nomination des chefs de service se feront par la Commission avec l'approbation du Conseil.

L'article 7 a pour objet de réduire de 75% à 50% le montant des revenus bruts qui doivent être déposés dans le cas de l'expropriation d'une entreprise de transport en commun et d'assurer la concordance des textes entre le premier et le quatrième alinéa.

L'article 8 prévoit que toute décision relative à l'établissement ou la modification de circuits doit faire l'objet d'un avis à la municipalité intéressée et ne prend effet qu'à l'expiration d'un délai de huit jours de l'avis.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill provides that a member of the Council is designated by it to preside over meetings if the chairman is absent or unable to act.

The object of section 2 is to increase the number of commissioners of the Commission from 3 to 5.

According to section 3, the chairman and general manager is appointed for ten years, two of the commissioners for 5 years and the two commissioners who are members of the Council, for their term of office as such.

Section 4 provides that the commissioners must submit the list of the candidates to the Council and that the Council must submit such list to the Lieutenant-Governor in Council. This section also provides that the Council must appoint two of its members to act as commissioners.

The object of section 5 is to allow two commissioners who are members of the Council to hold such offices.

Section 6 provides that the fixing of wage scales and the appointment of heads of departments will be made by the Commission with the approval of the Council.

The object of section 7 is to reduce from 75% to 50% the amount of gross revenue which must be deposited in the case of expropriation of a public transport undertaking and to assure concordance between the first and fourth paragraphs.

Section 8 provides that any decision respecting the establishment or change of lines must be the object of a notice to the municipality concerned and takes effect only at the expiry of a delay of eight days following the notice.

a) en remplaçant dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa les mots « lieutenant-gouverneur en conseil » par le mot « Conseil »;

b) en remplaçant dans la quatrième ligne du troisième alinéa les mots « soumise par les commissaires » par les mots « que le Conseil lui soumet à cette fin »;

c) en remplaçant dans la première ligne du quatrième alinéa les mots « les commissaires » par les mots « le Conseil »;

d) en ajoutant, après le quatrième alinéa, le suivant :

« Le Conseil nomme les deux autres commissaires parmi ses membres. »

5. L'article 29 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la première ligne le mot « Sont » par les mots « Sauf quant aux commissaires visés au cinquième alinéa de l'article 25, sont ».

6. L'article 35 de ladite loi est modifié :

a) en ajoutant après le paragraphe *i* du premier alinéa, les suivants :

j) déterminer les échelles de traitement de ses fonctionnaires et employés;

k) nommer les chefs de service et fixer leur traitement. »;

b) en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant :

« Toute décision prise par la Commission en vertu des paragraphes *j* et *k* doit être approuvée par le Conseil pour avoir effet. »

7. L'article 39 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant dans la quatrième ligne du deuxième alinéa les mots « soixante-quinze » par le mot « cinquante »;

b) en insérant, dans la sixième ligne du quatrième alinéa, après le mot « expropriation » les mots « le capital-actions ou ».

8. L'article 46 de ladite loi est modifié en ajoutant après le premier alinéa, le suivant :

« Toute décision visée au premier alinéa et relative à l'établissement ou à la modification d'un circuit ne prend effet qu'à

a) by replacing the words "Lieutenant-Governor in Council" in the third line of the second paragraph by the word "Council";

b) by replacing the words "submitted by the commissioners" in the fourth and fifth lines of the third paragraph by the words "which the Council submits to him for that purpose";

c) by replacing the words "commissioners fail" in the first line of the fourth paragraph by the words: "Council fails";

d) by adding after the fourth paragraph, the following :

"The Council shall appoint the other two commissioners from among its members."

5. Section 29 of the said act is amended by replacing the word "The" in the first line by the words "Except for the commissioners contemplated in the fifth paragraph of section 25, the".

6. Section 35 of the said act is amended :

a) by adding the following subparagraphs after subparagraph *i* of the first paragraph :

j) determine the salary scales of its functionaries and employees;

k) appoint the heads of departments and fix their salaries. »;

b) by adding after the first paragraph, the following :

"Every decision taken by the Commission under subparagraphs *j* and *k* must be approved by the Council to have effect."

7. Section 39 of the said act is amended :

a) by replacing the words "seventy-five" in the fourth line of the second paragraph by the word "fifty";

b) by inserting after the word "expropriation" in the fifth line of the fourth paragraph the words "the capital stock or".

8. Section 46 of the said act is amended by adding after the first paragraph, the following :

"Every decision contemplated in the first paragraph respecting the establishment or cancellation of a line shall take

L'article 9 a pour effet de permettre au Conseil d'en appeler des décisions de la Commission relatives au tarif.

L'article 10 prévoit en premier lieu que le budget de dépenses de la Commission peut comporter une réserve n'excédant pas 1½% des dépenses. Il permet des virements de fonds à l'intérieur d'un même service de la seule autorité de la Commission et il permet des virements d'un service à un autre avec l'approbation permanente du Conseil, tout autre virement de fonds devant être approuvé spécifiquement par le Conseil.

L'article 11 stipule qu'aucun paiement ne peut être effectué à moins que le trésorier ne soit en mesure d'attester qu'il y a des crédits disponibles à cette fin.

L'article 12 permet de prélever aux municipalités que l'année suivante où elle est imposée la taxe spéciale requise pour le paiement de la quote-part des dépenses de la Commission comme il permet également d'inscrire l'estimé de cette quote-part dans le budget de l'année qui précède sa détermination.

L'article 13 exige l'approbation du Conseil et du ministre en plus de celle de la Commission municipale pour les emprunts à long terme de la Commission. Le même article prévoit que le Conseil doit se prononcer sur ces emprunts dans les trente jours de la transmission du règlement et en cas de refus, le règlement est soumis au ministre qui prend avis de la Commission municipale.

L'article 14 permet à la Commission avec l'approbation du Conseil et celle de la Commission des transports d'étendre son service en dehors de son territoire.

L'article 15 permet au lieutenant-gouverneur en conseil de faire une nomination prévue par la loi lorsque celle-ci n'a pas été faite dans le délai imparti par celui qui devait la faire.

L'article 16 a pour objet d'accorder de nouveaux délais en vue de la tenue de la première assemblée du Conseil suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

The object of section 9 is to enable the Council to appeal from decisions of the Commission respecting the tariff.

Section 10 provides firstly that the expense budget may include a reserve not exceeding 1½% of the expenses. It allows transfers of funds within the same department when they are authorized by the Commission and it allows transfers of funds from one department to another with the permanent approval of the Council; any other transfer of funds must be specifically approved by the Council.

Section 11 provides that no payment may be made unless the treasurer is in a position to certify that funds are available for that purpose.

Section 12 allows the levy upon municipalities only in the year following the levy of the special tax required for payment of the aliquot share of expenses of the Commission and it also allows the entry of the estimate of such aliquot share in the budget of the year preceding its determination.

Section 13 requires the approval of the Council and of the Minister in addition to that of the Municipal Commission for long term loans of the Commission. The same section provides that the Council must decide respecting such loans within thirty days of the sending of the by-law, and in case of refusal, the by-law is submitted to the Minister who takes the advice of the Municipal Commission.

Section 14 enables the Commission with the approval of the Council and that of the Transit Commission to extend its service outside its territory.

Section 15 enables the Lieutenant-Governor in Council to make an appointment provided by law when such appointment has not been made within the prescribed delay by the person who should have made it.

The object of section 16 is to grant new delays for the holding of the first meeting of the Council following the coming into force of this act.

l'expiration d'un délai de huit jours suivant la transmission d'un avis à cette fin à la municipalité intéressée. »

9. L'article 49 de ladite loi est modifié en insérant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « appel » les mots « du Conseil, ».

10. L'article 57 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **57.** Le budget peut comporter un poste distinct d'au plus un et demi pour cent des dépenses comme réserve pour les frais imprévus d'administration ou d'exploitation.

Sur la recommandation du chef de service intéressé, la Commission peut faire des virements de fonds d'une division à une autre du service.

Le Conseil peut, par règlement, autoriser la Commission à faire des virements de fonds d'un service à un autre jusqu'à concurrence d'un montant fixé par le règlement. La Commission doit faire rapport au Conseil de ces virements de fonds à l'assemblée régulière du Conseil qui suit le virement.

Tout autre virement de fonds requiert l'approbation préalable du Conseil. »

11. L'article 60 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **60.** Aucun paiement ne peut être effectué à moins que le trésorier n'ait attesté de la disponibilité des crédits requis à cette fin. »

12. L'article 64 de ladite loi est modifié en ajoutant après le premier alinéa, le suivant :

« Cette taxe générale ou spéciale peut être prélevée au cours de l'année financière courante ou au cours de l'année financière suivante selon que le décide le conseil municipal. En outre, si le conseil municipal le désire, il peut inscrire un estimé de sa quote-part dans les prévisions budgétaires de l'année qui précède la transmission du compte. »

effect only at the expiry of a delay of eight days following the sending of a notice for that purpose to the municipality concerned."

9. Section 49 of the said act is amended by inserting the words "the Council, by" after the word "by" in the third line of the first paragraph.

10. Section 57 of the said act is replaced by the following :

"**57.** The budget may include a separate item of not more than one and a half per cent of the expenses as a reserve for unforeseen administrative or operating expenses.

On the recommendation of the interested department head, the Commission may transfer funds from one division of the department to another.

The Council may, by by-law, authorize the Commission to transfer funds from one department to another up to an amount fixed by by-law. The Commission must report such transfers of funds to the Council at the regular meeting of the Council following the transfer.

Any other transfer of funds must previously be approved by the Council."

11. Section 60 of the said act is replaced by the following :

"**60.** No payment may be made unless the treasurer has certified that the appropriations required for that purpose are available."

12. Section 64 of the said act is amended by adding after the first paragraph the following :

"Such general or special tax may be levied during the current fiscal year or during the subsequent fiscal year according to how the municipal council so decides. In addition, if the municipal council so wishes, it may enter an estimate of its aliquot share in the budgetary estimates of the year preceding the sending of the account."

13. L'article 65 de ladite loi est modifié:

a) en insérant dans la première ligne du premier alinéa après le mot « peut » les mots « avec l'approbation du Conseil et du ministre et »;

b) en ajoutant après le premier alinéa, le suivant:

« Si le Conseil ne donne pas son approbation dans les trente jours de la transmission du règlement au secrétaire du Conseil, la Commission peut le soumettre au ministre qui décide sur rapport de la Commission municipale du Québec. »

14. L'article 76 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le paragraphe 4, le suivant:

« 5. La Commission peut, avec l'approbation du Conseil et l'autorisation de la Commission des transports, étendre son service de transport en commun en dehors de son territoire pourvu que cette extension ait pour point de départ une municipalité contiguë desservie par la Commission. »

15. L'article 84 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

« Si une nomination prévue par la présente loi n'a pas été faite dans le délai imparti, elle peut être faite par le lieutenant-gouverneur en conseil; elle peut cependant être faite quand même par les personnes à qui la présente loi impose ce devoir avec la permission du lieutenant-gouverneur en conseil. »

16. Les délais mentionnés dans les articles 92 et 93 de ladite loi recommenceront à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

13. Section 65 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "With" in the first line by the words "With the approval of the Council and Minister and with";

(b) by adding after the first paragraph, the following:

"If the Council does not give its approval within thirty days of the sending of the by-law to the secretary of the Council, the Commission may submit it to the Minister who shall decide on a report of the Québec Municipal Commission."

14. Section 76 of the said act is amended by adding after subsection 4 the following:

"(5) The Commission may, with the approval of the Council and the authorization of the Transit Commission, extend its public transport service outside its territory provided that such extension has as its starting point a contiguous municipality served by the Commission."

15. Section 84 of the said act is amended by adding after the first paragraph, the following:

"If an appointment contemplated by this act has not been made within the delay prescribed, it may be made by the Lieutenant-Governor in Council; it may nevertheless be made by the persons upon whom this act imposes such duty, with the permission of the Lieutenant-Governor in Council."

16. The delays mentioned in sections 92 and 93 of the said act shall begin to run again from the date of the coming into force of this act.

17. This act shall come into force on the day of its sanction.